

Dépenses publiques et investissement intérieur, quelle importance de la gouvernance en Algérie ?

Public expenditure and domestic investment, how important is governance in Algeria?

Dr. Ziane Baghdad

University of Algiers 3

Ziane.baghdad@univ-alger3.dz

Reçu le: 25/10/2018

Accepté le : 24/05/2019

Résumé : L'économie Algérienne a connu une période d'embellie financière à partir des années 2000, grâce à la rente pétrolière, ce qui a grandement contribué aux programmes de relance économique, mais la chute des prix du pétrole il y a quelque temps a fait apparaître des difficultés financières pour l'état. Dans ce papier nous étudions l'impact de la gouvernance dans la diminution des dépenses publiques et l'investissement intérieur à travers un modèle économétrique de la période 1996 à 2014. Nous avons trouvé qu'elle a un impact positif pour réduire les dépenses, ce qui représente une alternative intéressante pour la conjoncture actuelle.

Mots Clés : Gouvernance, croissance économique, dépenses publiques, finances publiques, économie Algérienne .

Abstract : The Algerian economy has experienced a period of financial improvement from the early 2000s, due to oil revenues, which contributed greatly to economic programs boost, but the fall in the price of oil some time ago did appear for financial problems for the State. In this paper we study the impact of governance in the reduction of public expenditure and domestic investment by using an econometric model of the period 1996 to 2014. We found that it has a positive impact to reduce spending, which represents an interesting alternative for the current economic situation.

Key Words : Governance, Economic growth, Public expenditure, Public finances, Algerian economy.

JEL Classification : G03, H5, O11

* Auteur correspondant : Ziane Baghdad (Ziane.baghdad@univ-alger3.dz).

1. Introduction :

Comme il a été démontré par beaucoup de chercheurs, l'allocation des dépenses publiques a un impact positif sur la croissance (Dipendra, 1998, p. 23). toutefois si la qualité de la gouvernance des institutions impacte l'allocation des dépenses publiques, elle impact aussi le taux de croissance économique (Francisco, Rivera-Batiz. L, 2002, pp. 225-245). Pour beaucoup de théoriciens la croissance est une affaire de long terme dont les déterminants sont structurels et consistent dans le progrès technique et les règles ou les institutions qui le stimulent. Et Pourtant, la croissance est le fruit d'une succession d'événements de courts termes aussi(Mauro Napoletano , Jean-Luc Gaffard, 2010, p. 112). Le rôle de l'état est indispensable vue les choix des politiques qu'il adopte, en ce qui concerne l'Algérie elle a opté pour la relance économique du secteur hors hydrocarbures qui se traduit par une série de reformes qui nécessitent beaucoup de dépenses. La stratégie adoptée par l'état Algérien semble logique vue les changements radicaux que l'économie Algérienne a connue .

1.1. Problématique :

Vue l'ampleur de l'importance portée aux finances publiques en Algérie et tous les dispositifs mis en place actuellement pour leurs gestions, tout en préservant la croissance économique, nous posons la problématique suivante :

Quel est l'impact de la gouvernance sur la rationalisation des dépenses publiques ?

1.2. Hypothèses :

- La gouvernance a impact positif sur la croissance économique.
- Il y'a une corrélation statistiquement négative entre la gouvernance et les dépenses publiques.

1.3. L'objectif de la recherche :

L'objectif de notre recherche se résume dans les points suivants :

Evaluer l'impact de la gouvernance sur le taux de croissance économique.

Faire une évaluation empirique des relations entre les différents facteurs influençant les dépenses publiques.

2. La gestion des dépenses publiques :

La gestion des dépenses publiques fait partie du système des finances publiques ,et elle se réfère principalement aux dépenses budgétaires, elle se concentre sur les instances et les procédures qui doivent garantir la transparence.l'efficacité et l'efficience des dépenses publiques, y compris dans l'utilisation de l'argent des donateurs. Cette concentration s'explique par l'existence des *risques fiduciaires*, qui découlent, aux yeux des donateurs, de l'implication des systèmes budgétaires des pays en développement dans la gestion de l'aide extérieure. Plus la gestion des finances publiques d'un pays est transparente et efficace, moins les risques fiduciaires paraissent élevés .(Stefan Leiderer et PeterWolff, 2007, p. 35)

2.1. Structure du budget des dépenses publiques :

Avant de parler des dépenses publiques il faut d'abord structurer les informations du budget, car la manière de présenter ces informations permet aux

analystes de répondre aux questions suivantes :(Adrian Fozzard, Malcolm Holmes, Jeni Klugman et Kate Withers, 2002, p. 220)

a. Comptabilité : Dans quoi les fonds publics sont-ils dépensés ?

b. Contrôle : Les fonds publics sont-ils déboursés et dépensés selon les règles ? Est-il possible de contrôler les dépenses financées par des donateurs ?

c. Audit : Sommes-nous sûrs, sur base d'une vérification indépendante des dépenses du gouvernement, que les fonds ont été dépensés conformément au budget ?

d. Évaluation de l'efficacité et des résultats : Les dépenses consacrées aux principaux programmes permettent-elles de réduire la pauvreté ou d'atteindre d'autres objectifs ? Les projets sont-ils entrepris efficacement ?

Cette présentation des informations permet une meilleure coordination, c'est-à-dire l'unification des investissements et des budgets de dépenses courantes pourrait représenter un grand pas en avant pour de nombreux pays.

2.2. Critères de l'efficacité de la gestion des finances publiques :

La banque mondiale a mis en place quelques critères pour pouvoir déterminer la bonne gestion de ces dépenses publiques, qui sont :(Banque mondiale, 2005)

a. Crédibilité du budget : le budget réaliste et il est exécuté comme prévu.

b. Exhaustivité et transparence : le budget et le suivi des risques budgétaires sont exhaustifs et les informations financières et budgétaires sont accessibles au public. Budgétisation fondée sur les politiques nationales : le budget est établi en tenant dûment compte des politiques publiques.

c. Prévisibilité et contrôle de l'exécution du budget : le budget est exécuté d'une manière ordonnée et prévisible, et des mécanismes existent pour assurer le contrôle et le suivi de l'utilisation des fonds publics.

d. Comptabilité, enregistrement de l'information et rapports financiers : des données et des informations appropriées sont produites, conservées et diffusées pour les besoins de prises de décision, de gestion et de préparation des rapports.

e. Surveillance et vérification externes : les dispositions relatives à l'examen des finances publiques et aux mesures de suivie par les responsables concernés sont opérationnelles.

2.3 La Relation dépenses publiques / croissance économiques :

D'après une étude économétrique de l'impact des dépenses publiques et des prélèvements fiscaux sur l'activité économique au Québec et au Canada, ou l'auteur a voulu montrer l'impact des politiques des gouvernements sur l'activité économique au Québec et au Canada, et voir si Les dépenses stimulent l'activité économique, les résultats dont il a abouti sont que les multiplicateurs de dépense au niveau fédéral sembleraient inférieurs par rapport à ceux au niveau provincial, en général l'auteur a trouvé que dans le court-terme, les dépenses publiques génèrent de l'activité économique, mais de façon plutôt réduite .(Louis Phaneuf, Étienne Wasmer, 2005, p. 24)

Dans une autre étude effectuée au Sénégal en 2008 sur les dépenses publiques et la croissance économique l'auteur, a conclu que le Sénégal est une économie d'endettement donc pour pouvoir lancer ses investissements publics il lui a fallu faire des emprunts de l'étranger. D'après l'auteur, les dépenses Publiques sont dans un certain nombre de cas indispensables notamment en ce qui concerne le financement des activités régaliennes des Etats(sécurité, éducation, santé), mais elles peuvent également se révéler d'une utilité contestable. De ce fait, le Principal enseignement de la présente étude est que les dépenses publiques peuvent favoriser la croissance des économies de l'UEMOA lorsqu'elles sont destinées aux investissements, mais sont également susceptibles de la freinée quand elles privilégient la consommation (Serigne Moussa Dia, 2008, p. 46).

3. La gouvernance:

3.1. Définition :

D'après Huynh-khan, les origines du verbe gouverner viennent du mot latin gubernare, qui à son tour son origine est le mot grec kubernân, qui veut dire piloter un navire ou char, le mot gouverner a engendré à son tour d'autre mot qui portent la même signification :

- Français :gouverner ,gouvernement, gouvernance ,etc.
- Anglais :govern ,government ,governance, etc.
- Espagnol :gobernar ,gobierno, gobernanza ,etc.
- Portugais :governor ,governo ,governança ,governance ,etc.
- Italien :governare ,governo ,governamento ,etc.

3.2. Les Types de governance:(Joumard Robert, 2009, p. 88)

a. Gouvernance d'entreprises: Ronald H.Coase ,prix Nobel d'économie en 1991, a parlé dans son article intitulé « The nature of the firm » d'une nouvelle perspective qui est l'application moderne de la gouvernance ,c'est à dire la gouvernance d'entreprises, l'ensemble des dispositifs que l'entreprise applique pour effectuer des coordinations efficaces sur deux plans: les protocoles internes quand l'entreprise est intégrée, ou bien les contrats, les associations temporaires, l'utilisation de normes, quand le produit ou le service est sous-traité, d'après cela on comprend que la gouvernance ici veut dire un processus et non pas une institution ou une structure, autrement dit c'est un réseau qui agit pour coordonner entre les différents acteurs dans le but de maximiser le profit.

b. La gouvernance municipale : Dans son évolution le concept de la gouvernance s'est employé dans de nouveaux contextes tels que le secteur public et urbain, celle-ci est le résultat contradictoire des mairies britanniques de l'époque de Thatcher, pour gérer la ville avec ressources budgétaires qui avaient fait l'objet de coupes drastiques, la gouvernance urbaine ou plus généralement des collectivités locales s'est éloigné par la suite de son acceptation initiale.

c. La gouvernance contre la pauvreté : Ce domaine de la gouvernance est utilisée dans les stratégies de la lutte contre la pauvreté, les experts des organisations mondiales de l'aide au développement ont prescrit ce qu'on appelle « la bonne gouvernance », aux dirigeants maladroits ou corrompus des pays démunis des pays africains. L'objectif était de diminuer l'influence de l'état de providence en encourageant les initiatives individuelles et les groupes d'intérêts privés.

d. La gouvernance globale : Cette notion de gouvernance s'emploie sur les grandes institutions puissantes tels que le FMI, la banque mondiale, OMC... Ces organisations doivent mettre les règles de la mondialisation en place et doivent établir l'agenda mondial.

3.3. la relation entre la gouvernance ,dépenses publiques et croissance économique :

Dans une étude sur les états de l'Afrique de l'est l'auteur s'est intéressé a formulé l'hypothèse que la gouvernance a un impact positif sur la croissance économique et cela de manière indirecte, c'est-à dire que l'amélioration de la gouvernance a un impact positif sur l'attractivité de l'investissement étranger direct dans la région, et que les investissements étrangers directs ont à leurs tour un impact positif sur la croissance économique de la région, et donc on peut dire que la gouvernance a un impact sur la croissance économique. D'après l'étude économétrique, l'état a une influence négative et significative sur la croissance économique malgré qu'il y'a un fort taux de corruption, ceci est expliqué par le fait que les investisseurs étrangers peuvent profiter des procédés malhonnêtes utilisés pas les employés pour contourner les réglementations.(SouadouBaldé, 2014, p. 39).

Dans une autre étude, Coorayà examiné la relation entre les dépenses publiques , la gouvernance et la croissance économique, en mesurant les effets de la taille du gouvernement et de la qualité de la croissance économique dans 71 pays, développés, en développement et de transition ,au cours la période 1996-2003.Le modèle est également estimé en regroupant les pays par la répartition des revenus .Les résultats indiquent que si les dépenses publiques et la bonne gouvernance augmentent à la fois, sa peut améliorer la croissance. Il existe également des preuves d'une interaction entre les dépenses publiques et la gouvernance qui suggère que les pays appliquant la bonne gouvernance font une utilisation plus efficace des dépenses publiques et que l'augmentation des dépenses publiques à conduit à une meilleure gouvernance, Dans sa conclusion, l'auteur suggère que les pays devrai en tpromouvoir la bonne gouvernance pour accélérer leurs taux de croissance.(Cooray, A, 2009)

Pour sa part, Kagundu à analyser l'impact de la qualité de la gouvernance sur la croissance en regardant les différentes dimensions de la notion de gouvernance et l'allocation des dépenses. Il a utilisé un estimateur de panel dynamique et divers indicateurs de gouvernance pour estimer l'impact de la gouvernance sur la croissance. Ses résultats empiriques suggèrent un effet positif et l'impact

statistiquement significatif de la gouvernance sur la croissance La deuxième partie de son analyse porte sur un mécanisme de transmission possible des effets de la gouvernance sur la croissance à travers la composition des dépenses. En tant que tel, il a constaté que la gouvernance de haute qualité conduit à une plus grande part de dépenses dans l'éducation et la santé et une part plus faible des dépenses dans la défense par rapport au total dépense.(Kagundu, Paul, 2006).

4. Etude empirique :

Le modèle qu'on a pris comme référence, est l'étude élaboré par Gastons fils lonzolubu .(Gastons fils lonzolubu, 2014)

La méthodologie employée implique l'analyse macroéconomique des liens entre la gouvernance ,les dépenses publiques et l'incidence sur la croissance économique en Congo .

L'objectif de l'auteur était d'étudier l'impact des dépenses publiques sur le taux de croissance économique et sur l'incidence de la gouvernance, tout en contrôlant simultanément par d'autres facteurs macro-économiques affectant la croissance économique et le niveau de dépenses.

A partir de la, étant donné que le principal objectif de notre étude est de connaître quel est l'impact de la gouvernance sur la rationalisation des dépenses, nous avons pris la même équation, et étant donné que les dépenses publiques sont constitués de l'investissement publiques et de la consommation publique, nous avons pris ce dernier autant que variable dépendante.

4.1. Explication et sources de données :

Pour évaluer ces relations, nous avons procédé à une analyse par evIEWS et le modèle économétriques s'écrit ainsi :

$$CONSO = \alpha + \beta_1 GV + \beta_2 INV + \beta_3 CR$$

Les données ont été essentiellement récoltées à partir de la banque mondiale, de la base « The World wide Governance Indicators », et des statistiques de L'ONS « Office national des statistiques ».

- **CONSO** : Les dépenses en consommation finale (anciennement appelées la consommation totale) désignent la somme des dépenses en consommation finale des ménages (consommation privée) et des dépenses en consommation finale du gouvernement (consommation générale du gouvernement). Cette estimation comprend également tout écart statistique dans l'utilisation des ressources relatives par rapport à l'offre de ressources.
- **GV** : Cet indicateur mesure la gouvernance, il est construit à partir des indicateurs globaux de six grandes dimensions de la gouvernance: liberté d'expression, Stabilité politique et absence de violence / terrorisme ,efficacité des pouvoirs publics ,qualité de la réglementation ,Autorité de la loi ,Lutte contre la corruption .Les six indicateurs globaux sont basés sur 31 sources de données sous-jacentes rapportant les perceptions de la gouvernance d'un grand nombre de répondants à l'enquête et des évaluations

d'experts dans le monde entier .(Daniel Kaufmann, Aart Kraay and Massimo Mastruzzi, 2010)

- **INV**:L'investissement intérieur fixe brut comprend les améliorations des terres (clôtures, fossés, drains, etc.), les usines, la machinerie et les achats d'équipement, la construction de routes, de chemins de fer, etc. y compris les écoles, les bureaux, les hôpitaux, les unités résidentielles privées et les édifices commerciaux et industriels.
- **CR** :Taux de pourcentage annuel de croissance du PIB aux prix du marché basé sur les devises locales constantes. Il représente l'évolution de la croissance économique du pays.

4.2. Résultat et interprétation :

a. Stationnarité des variables :

Les résultats de l'analyse de la stationnarité relative aux variables du modèle sont résumés dans le tableau suivant:

Tableau1 : «teste de stationnarité»

variable	niveau	Signification
LOGCONSO	1 st	0.0111
LOGGV	1 st	0.0039
LOGINV	1 nd	0.0139
LOGCR	level	0.0063

Source : effectué à partir des résultats du traitement de données par evIEWS .

Nous remarquons que les variables log conso ,loggv, loginvsont stationnaires dans le premier niveau tandis que la variable logcr l'est au niveau.

Remarque : Nous avons introduit le logarithme pour rendre les variables linéaire, comme dans le modèle de référence.

En utilisons le modèle de régression multiple, avec le logiciel evIEWS on obtient l'équation suivante :

$$\text{LOG(CONSO)} = 4.53 - 0.46 \cdot \text{LOG(GV)} + 0.27 \cdot \text{LOG(INV)} + 0.09 \cdot \text{LOG(CR)}$$

R² est égale à 0,591408, il se rapproche de 1, ainsi que F-statistique il est égale à 0.003 , il est inférieur à 5% ce qui signifie que le modèle est robuste statistiquement.

R² ajusté est égale à 0.51 ,cela veut dire que 51 %des variables explique la dépenses et 49% est expliqué par d'autres facteurs.

une augmentation de la gouvernance de 1% conduit à la diminution des dépenses de 0.46, ceci est expliqué par le fait que la bonne gouvernance permet de rationaliser la consommation pour se limiter aux investissement de haute rentabilité et a moindre risque , donc la gestion faites par l'état dans un cadre de bonne gouvernance a un rendement qui se manifeste par l'effet de diminuer les dépenses publiques, aussi statistiquement cette valeur est significative (prob= 0.0005< 0.15) sauf qu'elle reste loin des espérances attendu ,aussi cela pourrait être justifié par le

fait que la gouvernance en Algérie est au début , et qu'il faut du temps pour qu'elle évolue.

L'augmentation de l'investissement de 1% conduit à une hausse de la consommation de 0.27, cela est expliquer par le fait que l'Algérie a mis en une stratégie de développement global ce qui a conduit à des investissements globaux, et de ce fait les dépenses en consommations augmentent simultanément ce qui est logique, et sa était possible grâce à la rente pétrolière, cette valeur est significative statistiquement ($\text{prob} = 0.14 < 0.15$).

la croissance économique , si elle augmente de 1% cela conduit à hausse des dépenses de consommation de 0.13, cela paraît logique vu que la croissance est le différentiel du PIB qui est lui la somme des valeurs ajoutées, et que cette dernière représente la richesse créée par les entreprises, et pour créer cette richesse il faut de l'innovation et beaucoup de travail, ce qui du coup augmente le niveau des dépenses de consommation a priori pour avoir de la compétitivité a posteriori, cette valeur est significative statistiquement à 15% ($\text{prob} = 0.13$), donc il ne faut pas la négliger.

b. testes statistiques et interprétation :

b.1. Le test de Durbin Watson : Le test de Durbin Watson (DW) vise à détecter la présence ou l'absence de l'auto corrélation d'ordre 1 des résidus. Ce test revient à examiner si la valeur DW calculée s'écarte suffisamment vers 0 ou vers 4, pour renoncer à l'hypothèse d'indépendance des aléas au niveau de risque choisi. La statistique de DW est donnée directement dans le tableau des résultats. Pour mieux interpréter et analyser cette statistique, nous consultons la table de DW.

b.2. teste l'hypothèse :

H_0 : il n'y a pas d'auto corrélation positive des résidus

H_1 : il y a une auto corrélation positive des résidus (une erreur positive succède à une erreur positive)

Pour un nombre de variables égale à 4, Un nombre d'observations égale à 19 et le seuil de signification de 15% on a obtenu une valeur de DW tabulé :

$d_1 = 1.66$

$d_2 = 2.98$

La statistique DW est égale à 2.20, elle supérieure à 1.66, donc on accepte l'hypothèse nulle H_0

Donc, Sur le plan statistique tous les paramètres sont significatifs ainsi que le coefficient de détermination et la statistique de Durbin Watson qui montre qu'il n'y a pas d'auto corrélation des erreurs.

En ce qui concerne l'Analyse de la variance et qualité d'ajustement, peut être mesurée par le coefficient de détermination R^2 , il donne le pourcentage de la variance totale de log conso expliquée par le modèle.

Les coefficients de régression sont significatifs puisque la valeur du R-squared est élevée, Le coefficient de détermination $R^2 = 0.591408$, « R-squared » indique le pourcentage de la variation totale de la variable dépendante qui est expliquée par les variables indépendantes de l'équation ou fonction de comportement du modèle.

Cette statistique est comprise dans l'intervalle[0,1] une valeur proche de 1 indique que la qualité d'ajustement est bonne dans la mesure où la part de la variance de logconso expliqué par le modèle est élevé.

b.3. Test d'hétéroscédasticité : Une des hypothèses clés des modèles linéaires est l'hypothèse d'homoscédasticité, c'est-à-dire, les résidus (termes d'erreur) du modèle ont la même variance.

A ce niveau, on vérifie si les erreurs conservent une variance constante tout au long de la période.

Tableau 2 : «résultats du Test d'hétéroscédasticité»

F-statistic	2.701486	Prob. F(3,15)	0.0828
Obs*R-squared	6.664719	Prob. Chi-Square(3)	0.0834
Scaled explained SS	3.336913	Prob. Chi-Square(3)	0.3425

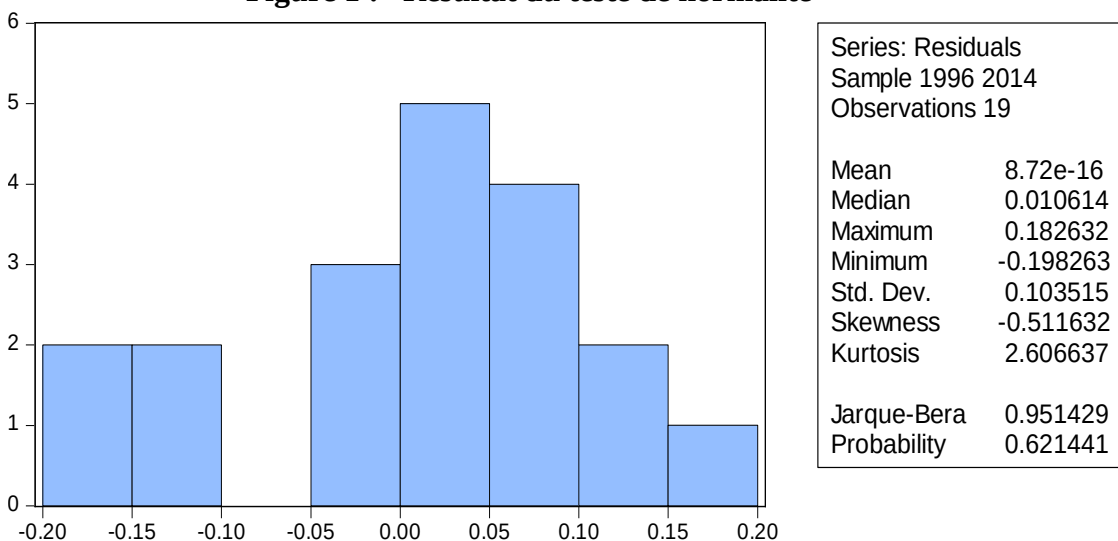
Source : résultat obtenue par eviews.

La probabilité du test 0.0834, elle est supérieure à 5%, ce qui veut dire qu'on accepte l'hypothèse nulle d'homoscédasticité des résidus ou termes d'erreurs.

La spécification du modèle à correction d'erreur est donc valide.

- Test de normalité Le test de Jarque et Berra permet de vérifier la normalité d'une distribution statistique.

Figure 1 : «Résultat du teste de normalité »



Source : résultat obtenu à partir d'eviews .

Dans le tableau de droite, nous avons les trois statistiques : Skewness , Kurtosis et Jarque- Bera .

- Le Jarque- Bera a une probabilité de 0,621441 qui est supérieure à 15%, ce qui Veut dire qu'on accepte l'hypothèse nulle de normalité des termes d'erreurs ou résidus.
- Le skewness est une mesure de l'asymétrie de la distribution de la série autour de sa moyenne. Pour une loi normale, le coefficient de skewness - ou

coefficient d'asymétrie- est égale à zéro et le moment est d'ordre 3. Le skewness négative (-0.511632) signifie que la distribution à une queue allongée vers la gauche.

- Le kurtosis ou le coefficient d'aplatissement mesure le caractère pointu ou plat de la distribution de la série. Le coefficient de kurtosis ou coefficient d'aplatissement vaut 3. La statistique de kurtosis égale à 2.606637 est inférieure à 3, la Répartition de la courbe est aplatie à la normale.

Conclusion :

La gouvernance est d'une très grande importance pour optimiser l'économie Algérienne, rationaliser les dépenses et régularisé les marchés, afin d'assurer un développement durable.

Comme l'économie Algérienne repose sur le secteur des hydrocarbures, les récentes chutes des prix du pétrole ont influencé son plan de relance économique.

Afin de pouvoir rééquilibrer les facteurs macroéconomiques fondamentaux, et aussi assurer une croissance économique durable, nous proposons dans ce papier d'étudier l'éventuelle relation entre la bonne gouvernance de l'état et la rationalisation des finances publiques.

Pour tenter de répondre à notre problématique et valider nos hypothèses, nous avons procédé dans un premier temps à une analyses théoriques de l'évolution des différentes variables qui mesurent la contribution de la gouvernance à la rationalisation des dépenses publiques, ensuite nous avons procédé à l'étude économétrique par laquelle on a effectué une estimation en utilisant la régression multiple. On est arrivé à mesurer l'apport la gouvernance à la rationalisation des dépenses publiques.

Validation des hypothèses :

Après avoir effectué l'étude économétrique nous sommes arrivé à :

- Les résultats obtenus des efforts de l'état pour limiter les dépenses publiques restent faibles étant donné que beaucoup de projets sont d'utilité publiques .
- Il y'a une corrélation inverse entre la gouvernance et les dépenses publiques

A partir de cela quelques recommandations sont nécessaires :

- Faire un suivie et contrôler des finances publiques ,a travers un audit financier des collectivités locales .
- Sensibiliser les citoyens, pour aidés l'état dans cette conjoncture en minimisant les dépenses .
- La nécessité d'associer les compétences universitaires au prochain plan économiques, afin de diversifier l'économie, et stimuler la croissance économique.
- En général, la gouvernance à un effet positif sur la croissance économique sauf que l'état doit coordonner entres les différentes institutions mit en place pour que cette croissance évolue plus, et pour qu'elle soit durable.

Références bibliographiques :

- Adrian Fozzard, Malcolm Holmes, Jeni Klugman et Kate Withers. (2002). dépenses publiques. the world bank research.
- Banque mondiale. (2005). Dépenses publiques et responsabilité financière (PEFA) , Cadre de mesure de la performance de la gestion des finances publiques. Washington .
- Cooray, A. (2009). Government expenditure, governance and economic growth. Comparative Economic Studies . Wollongong university .
- Daniel Kaufmann, Aart Kraay and Massimo Mastruzzi. (2010). "The Worldwide Governance Indicators : A Summary of Methodology, Data and Analytical Issues". . World Bank Policy Research.
- Dipendra, S. (1998). Government Expenditure and Economic Growth in Malaysia. Journal of Economic Development , 23 (n 02), p 22.
- Francisco, Rivera-Batiz. L. (2002). Democracy Governance, and Economic Growth Theory and Evidence. Review of Development Economics , 06 (n 02).
- Gastons fils Ionzolubu. (2014). dépenses publiques & croissance économique en rd congo. éditions universitaire européenne.
- Joumard Robert. (2009). le concept de la gouvernance, rapportinrets . n°lte0910. n°lte0910.
- Kagundu, Paul. (2006). The Quality of Governance, Composition of Public Expenditures, and Economic Growth: An Empirical Analysis . Dissertation. Georgia State University.
- Louis Phaneuf, Étienne Wasmer. (2005). Une étude économétrique de l'impact des dépenses publiques et des prélèvements fiscaux sur l'activité économique au Québec et au Canada . Quebec : centre universitaire de recherche en analyse des organisations.
- Mauro Napoletano , Jean-Luc Gaffard. (2010). Performances et politiques de croissance Un éclairage empirique à partir d'une étude de l'effet de la taille des pays et nouvelles réflexions théoriques. revue de l'ofce , 112.
- Serigne Moussa Dia. (2008). dépenses publiques et croissance économique au Sénégal. Sénégal: université Gaston Berger.
- SouadouBaldé. (2014). gouvernance institutionnel, investissements étrangers directs, et croissance économique des pays de la communauté économique des états de l'Afrique de l'ouest. université du Québec.
- Stefan Leiderer et PeterWolff. (2007). Gestion des finances publiques une contribution à la bonne gouvernance financière. annuaire suisse de la politique et du développement , 26 (n 02).